

# La stratégie d'Alexis Tsipras décryptée



---

[Vox Economie \(http://premium.lefigaro.fr/vox/economie/\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/economie/) | Par [Charles Wyplosz \(#figp-author\)](#)

Publié le 02/06/2015 à 11h42

---

FIGAROVOX/ANALYSE - Dans une tribune du Monde, le premier ministre grec a critiqué les demandes absurdes de la Troïka. Pour l'économiste Charles Wyplosz, si un Grexit semblerait être la solution la plus simple, elle serait cependant la plus irresponsable.

---

*Charles Wyplosz est professeur d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, et directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires.*

*Ses principaux domaines de recherche sont les crises financières, l'intégration monétaire européenne, les politiques monétaires et budgétaires ainsi que l'intégration monétaire régionale. Il intervient fréquemment comme expert auprès d'organisations internationales.*

---

Dans son interview au *Monde*, le Premier Ministre grec, Alexis Tsipras, explique qu'il a offert de nombreuses concessions qui ont été soit ignorées, soit rejetées par la Troïka désormais rebaptisée «les institutions». En retour, dit-il, la Troïka a présenté des demandes absurdes. Il conclut par des considérations sur les raisons

profondes de l'hostilité de certains pays européens à l'égard de la Grèce. Dernière salve avant l'échec officiel des négociations et un réel risque de Grexit ou effort ultime pour faire bouger les lignes?

---

## **Dernière salve avant l'échec officiel des négociations et un réel risque de Grexit ou effort ultime pour faire bouger les lignes?**

---

Tsipras martèle ses critiques, qui sont loin d'être injustifiées. Les conditions imposées depuis 2010 à la Grèce ont échoué. Les exigences de stabilisation du déficit budgétaire ont provoqué une récession d'une gravité rarement observée. Le déficit a été réduit, massivement, passant de plus de 10% du PIB en moyenne entre 2009 et 2013 à 3,5% l'an dernier, mais le prix économique et social est effroyable. Le chômage a explosé, avec son corollaire en terme de pauvreté. En pourcentage du PIB, la dette publique est passée de 120% à près de 180%, malgré un effacement de l'ordre de 60% de la dette détenue par les investisseurs privés. Tsipras critique également les exigences en matière de réformes structurelles qui, dit-il, ont désespéré la population: baisses de salaires de l'ordre de 20%, baisse des retraites, réduction de la fonction publique, privatisations, augmentation des impôts, etc. Il se demande à voix haute si ce genre de mesures doit être décidé par un gouvernement démocratiquement élu ou imposé de l'extérieur.

Sa stratégie est désormais claire. Il veut arrêter de serrer le garrot de la politique budgétaire pendant deux ans, le temps de voir la croissance revenir, quitte à reprendre l'effort ensuite. Il ne veut plus voir son pays obligé de conduire des réformes structurelles, préférant définir lui même ce qu'il convient de faire, et comment. Il demande que ses partenaires reconnaissent que l'explosion de la dette publique a été rendue possible par les prêts européens et du FMI, octroyés sur la base de prévisions fantasmées, ce que le FMI a d'ailleurs reconnu. Partant du principe que les prêteurs doivent s'assurer que l'emprunteur peut rembourser, il demande une remise de dette. Ce faisant, il ne fait que répéter une évidence: la Grèce ne pourra pas rembourser l'intégralité de ces prêts. Tôt ou tard, il faudra passer par la case de l'effacement d'une partie de cette dette. Clairement, il vaut mieux le faire maintenant, dans un moment de grande détresse, que plus tard.

---

**Partant du principe que les prêteurs doivent s'assurer que l'emprunteur peut rembourser, il demande une remise de dette. Ce faisant, il ne fait que répéter une évidence: la Grèce ne pourra pas rembourser l'intégralité de ces prêts.**

---

À ce stade de l'argumentation, il est difficile de ne pas partager son incompréhension face à l'intransigeance des Européens et du FMI. Cette intransigeance repose sur deux principes et deux observations. Le premier principe est celui de l'arrachage de dent. Lorsque le déficit est gigantesque, il faut le réduire d'urgence, tout comme il ne sert à rien de garder une dent qui fait mal et qu'il faudra bien arracher. Le second principe est celui du dos au mur. Parce que les réformes structurelles sont politiquement et socialement douloureuses, les gouvernements ne les mettent en œuvre que lorsqu'ils y sont contraints. Ces deux principes sont douteux. Le premier a justifié la politique d'austérité, le second a produit l'élection de Syriza. Rien ne dit que si Syriza s'effondre, le prochain gouvernement sera plus sympathique.

---

**Les négociations se passent très mal, et c'est un euphémisme. La faute est sûrement partagée. Le gouvernement grec doit bien faire des concessions. Il a multiplié des propositions, qui ont été rejetées parce que trop vagues ou irréalistes.**

---

La première des observations est que les négociations se passent très mal, et c'est un euphémisme. La faute est sûrement partagée. Le gouvernement grec doit bien faire des concessions. Il a multiplié des propositions, qui ont été rejetées parce que trop vagues ou irréalistes. Par exemple, il a promis de s'attaquer à la fraude fiscale et a procédé à quelques redressements spectaculaires. C'est très bien, mais on est très loin du compte. Il faudra des années, et une volonté de fer, pour mettre un terme à ce sport national. La Troïka veut des mesures précises et chiffrables, et elle n'a pas tort, d'autant que les gouvernements précédents ont habilement évadé une part importante de leurs engagements. De fait, les vraies négociations n'ont pas commencé. La seconde observation est que le programme électoral de Tsipras

comprend le détricotage d'une partie des réformes réalisées ces dernières années. Il envisage de réembaucher des fonctionnaires et d'augmenter leurs salaires, de revenir sur l'augmentation de l'âge de départ à la retraite ou de limiter les privatisations à celles déjà en cours, et il y en a peu. Ces promesses électorales n'avaient aucun sens économique mais elles lui ont permis d'être élu -Tsipras n'est pas seul au monde en la matière. Il présente sa défense comme le respect de la parole donnée et le libre jeu démocratique. La Troïka considère que c'est son problème.

Il est bien naturel de conclure que cette histoire grecque dure depuis bien trop longtemps et que le plus simple est que la Grèce quitte la zone euro. Simple, mais ô combien irresponsable. Sur le plan de la moralité politique, on ne peut pas ignorer que la responsabilité des autres pays européens, bien que partagée, est lourde. Une Europe qui se lave les mains ne correspond pas aux objectifs des Pères Fondateurs d'après-guerre, objectifs qui nous honorent. Plus égoïstement, un Grexit changerait profondément la nature de la monnaie unique. Si un départ a lieu, d'autres deviennent possibles, et le risque de contagion est élevé. Une dislocation de la zone euro implique des risques incalculables pour tous les pays membres. La Grèce vaut bien une messe.



Charles Wyplosz